

Démobilisation générale

Pierre Titeux (IEW)

28 octobre 2010

Cette chronique publiée initialement sur le site d'IEW a été censurée et retirée du site.

Extrait du site d'IEW (www.iewonline.be) :

Depuis plus de 30 ans, Inter-Environnement Wallonie fédère les associations de défense de l'environnement actives en Région Wallonne. Elle relaie les préoccupations de sa base associative, la conseille et la soutient. Ancrée dans le local, la fédération inscrit ses luttes dans l'ensemble des défis environnementaux globaux auxquels la société est confrontée.

C'était il y a moins de trois mois. La terre russe se consumait tandis qu'un cinquième du Pakistan se trouvait sous eau. Incendies consécutifs à une canicule exceptionnelle et inondations générées par des pluies de mousson torrentielles nous offraient ainsi la bande-annonce des conséquences des changements climatiques en cours.

C'était il y a moins de trois mois. Regard d'acier, manches retroussées et muscles bandés, le valeureux camarade Poutine bravait les flammes aux commandes d'un bombardier d'eau afin de montrer qu'il avait les choses bien en mains – au figuré comme au propre – puis partait à la rencontre de sinistrés qu'il assurait de la reconstruction avant l'hiver de leurs habitations calcinées. « J'ai donné l'ordre d'installer sur chaque chantier important des caméras de surveillance qui fonctionneront 24 heures sur 24. Les caméras vont retransmettre les images à trois endroits : au siège du gouvernement, chez moi à la maison et sur le site Internet du gouvernement. Il s'agit de s'assurer que les décisions prises sont mises en œuvre et de contrôler le travail. Chaque citoyen pourra ainsi voir en temps réel ce qui se fait sur le terrain. » [1] précisait-il. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, débarquait quant à lui sur le sol pakistanais « pour demander à la communauté internationale d'accélérer son aide au peuple pakistanais. Nous allons tenter de mobiliser toute l'aide nécessaire et rappeler que le monde est derrière le peuple pakistanais en ces temps difficiles » [2]. Des « temps difficiles », en effet, puisque le porte-parole du Bureau de coordination de l'ONU pour les affaires humanitaires (OCHA) déclarait quelques temps plus tard : « C'est l'une des plus graves crises humanitaires de l'histoire des Nations Unies en termes de nombre de personnes à assister et de territoire à couvrir pour leur porter secours. » [3]

La glasnot n'étant plus ce qu'elle était, aucun bilan officiel des incendies en Russie n'a été rendu public. En recoupant diverses sources [4], on peut toutefois aligner un certain nombre d'éléments plausibles sinon avérés : 1 million d'hectares de forêts, cultures et tourbières ont brûlé ; 1/3 de la récolte de blé du pays a

été détruite ; plusieurs dizaines de villages ont été ravagés par les flammes ; les experts estiment que la catastrophe pourrait engendrer une baisse d'environ 1% du PIB russe, ce qui représente 11,4 milliards d'euros. Par ailleurs, même si les autorités du Kremlin le contestent vigoureusement, il semble acquis que des terres situées à la frontières entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, irradiées lors de la catastrophe de Tchernobyl en 1986, ont été touchées par les incendies avec des conséquences environnementales et sanitaires d'autant plus inquiétantes qu'elles sont inconnues. Pour le Pakistan, les choses sont plus claires. Il suffit de se rapporter aux informations de l'ONU pour savoir que le volume des fleuves et rivières y a gonflé jusqu'à atteindre 40 fois la normale ; que plus de 20% du territoire national (soit une surface équivalant à l'Angleterre) a été sous eau ; que quelque 2.000 personnes sont mortes, plus de 10.000.000 sont sans-abri et 20.000.000 ont été touchées d'une manière ou d'une autre par ces inondations ; que 3,6 millions d'hectares de cultures ont été engloutis par les eaux.

C'était il y a moins de trois mois et cela semble pourtant tellement loin...

Les vidéos promises par Vladimir Vladimirovitch pour suivre en direct la reconstruction des maisons détruites se trouvent bien sur le site du glorieux Premier ministre. Mais comme le pouvoir russe a gardé de l'époque soviétique un culte absolu du secret et le rejet de toute ingérence dans ses affaires intérieures, impossible de trouver là ou ailleurs la moindre information sur les causes et les suites des incendies de l'été. Comme si rien ne s'était passé... Les 20 millions de sans-abri, déplacés et réfugiés pakistanais que l'on nous annonçait exposés aux pires risques sanitaires ont eux aussi totalement disparus du champ médiatique. Il ne s'agit toutefois pas là d'un miracle à grande échelle ayant rendu ces femmes, hommes et enfants à leur vie d'avant, leur évitant les affres de l'exode auquel les débordements de la nature les ont contraints. Une recherche opiniâtre permet en effet de trouver au détour du site de l'ONU un communiqué annonçant que « près de trois mois après les inondations, la situation est toujours critique » et que « (...) l'appel de fonds révisé de 2 milliards de dollars lancé à la mi-septembre par l'ONU pour assister les 20 millions de sinistrés était financé à hauteur de 31% » (ce qui ne fait pas beaucoup).

Le silence si vite retombé et la quasi indifférence autour de cette catastrophe ont de quoi surprendre. En ce doux royaume qui est le nôtre, le Ministre de la Coopération au développement s'est même offert à la cause, se rendant sur place avec moult médias et l'ambition avouée de doper la générosité citoyenne sollicitée par les ONG, sans parvenir à réveiller l'émoi : le public se montra aussi avare de ses deniers que les Etats appelés à l'aide par l'ONU. Il faut reconnaître que quand on sait le peu d'impact des interventions des idolâtrés Georges Clooney et Angelina Jolie en faveur du Darfour, la sortie du brave mais peu charismatique Charles Michel avait une probabilité de réussite à peu

près équivalente à celle de voir Monseigneur Léonard sur un char de la Gay Pride...

Vingt millions de sinistrés, une crise humanitaire et des besoins de reconstruction qui se prolongeront sur plusieurs années, voilà pourtant qui sort les changements climatiques et leurs conséquences du champs du discours dans lequel ils sont trop souvent confinés. Là, c'est du réel, du concret, du propice à la prise de conscience et à l'action. Malheureusement, le drame se joue au Pakistan et le Pakistan, hormis d'un strict point-de-vue géo-stratégique, tout le monde s'en fout. C'est un peu comme l'Afrique et ses crève-la-faim permanents.

Tiens, l'Afrique, justement. « Après quatre années de sécheresses et de récoltes perdues, le nord-est de la Syrie est dévasté. En quelques mois, 800.000 personnes ont vu s'écrouler leurs moyens d'existence et 2 à 3 millions d'habitants sont désormais en situation d'insécurité alimentaire. Des milliers de paysans sont contraints de quitter les régions affectées, souvent pour plusieurs mois, à la recherche d'un travail saisonnier aux abords des villes de l'est du pays. Ils partent généralement avec leurs enfants, qui travaillent avec eux sur les plantations, même s'ils doivent pour cela quitter l'école. Cette année, près de 50 000 familles ont ainsi migré ; elles étaient déjà 30 000 l'an dernier. Et les petits éleveurs de la zone aride du sud du pays ne sont guère mieux lotis. A défaut de pâtures, les troupeaux ont été amputés de 85 à 90 % de leurs têtes, et les moutons et les chèvres restants - le seul capital de ces éleveurs - ont été vendus à des prix sacrifiés. Simplement pour survivre. » Ainsi commence une tribune signée Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur le Droit à l'alimentation, publiée le 27 septembre dernier dans « Libération » et qui se termine par une mise en garde : « Les sécheresses en Syrie sont une manifestation claire du changement climatique, qui constitue déjà un défi majeur pour la sécurité alimentaire mondiale. Les inondations du Pakistan en sont une autre illustration, tout comme la canicule en Russie, en Ukraine ou au Kazakhstan, qui a créé la panique sur les marchés du blé. Sans oublier la sécheresse qui a frappé le Sahel l'an dernier et qui menace aujourd'hui de famine près de 10 millions de personnes. Il est donc urgent de soutenir les pays affectés afin qu'ils puissent s'adapter au changement climatique et protéger les populations vulnérables. La situation actuelle en Syrie est un signal d'alarme qui doit être pris au sérieux. Car d'autres sécheresses sont à venir. Ce qui se déroule dans cette partie oubliée de la cartographie mondiale de la faim n'est qu'une répétition générale de ce qui nous attend demain si nous ne faisons rien. »

Ce cri d'alarme vient après beaucoup d'autres mais, comme ces autres, résonne dans le vide. Car le Pakistan, l'Afrique, la Syrie, le Sahel, c'est loin, loin des yeux, loin du cœur et loin de nos préoccupations. D'ailleurs, la plupart de ces contrées sont habituées aux catastrophes ; changements climatiques ou pas, ça ne change pas grand chose... Quant à la Russie et l'Ukraine, cela reste un « autre monde », des Etats

méconnus, entourés d'un parfum de mystère et d'irréalité hérité du temps du rideau de fer. On les sait exportateurs de vodka, caviar, mafieux, joueuses de tennis et mannequins blonds mais pour le reste, ils relèvent d'un exotisme ne favorisant ni l'identification ni la compassion. Et que dire du Kazakhstan sinon qu'on l'imagine mieux dans un album de BD ou un James Bond que sur une carte du monde ?

Et c'est bien là le grand problème de la lutte contre les changements climatiques : son objet apparaît trop abstrait et lointain pour que chacun puisse se l'approprier, l'intégrer et revendiquer en conséquence. Quelles conséquences concrètes, tangibles, pratiques ces changements annoncés auront-ils dans la vie quotidienne de ces 20% de la population mondiale qui s'accaparent 80% des ressources de la planète et qu'il convient de convaincre au premier chef ? Aussi longtemps qu'une réponse claire, édifiante, je serais tenté d'écrire « sonnante et trébuchante » ne pourra pas être apportée à cette question, la préoccupation citoyenne et donc la mobilisation resteront marginales.

Il faut savoir reconnaître que ce n'est pas autour du devenir de Tuvalu, de l'Afrique subsaharienne ou des calottes glaciaires que l'on générera un mouvement populaire. Au risque de choquer, il faut pouvoir dire que ce n'est pas pour le sort de populations que l'on a appris à accepter comme les damnés de la Terre que nous remettrons en cause notre mode de vie confortable et privilégié. On connaît depuis toujours les ravages de la faim, de la soif, de la pauvreté, du manque d'hygiène et de soins générés par notre monde à deux vitesses sans que cela n'ait généré de remise en cause profonde de ce système ; il est utopique de croire que des ravages du même ordre imputables aux changements climatiques tracasseront davantage les consciences.

Il ne faut pas attendre des citoyens la prise de responsabilités que leurs dirigeants refuseraient. Aussi longtemps que nous ne serons pas directement et violemment touchés par les conséquences du problème, nous n'y apporterons pas une solution. Et chez nous, ces conséquences ne pourront être que financières. En clair, nous consommerons moins et autrement quand nos comportements habituels commenceront vraiment à affecter notre pouvoir d'achat. Ne nous leurrions pas : 80% des actions favorables au climat (isolation, panneaux solaires, renoncement à la voiture...) sont motivées par le retour sur investissements et non la protection de la planète. Ce n'est pas condamnable mais il importe d'en être conscients pour savoir ce que l'on peut espérer et quels leviers il convient d'actionner. C'est d'autant plus vrai que les mesures évoquées ci-dessus ne portent pas atteinte au niveau de confort de ceux qui y recourent ; ce qui ne sera pas vrai, arrêtons de nous mentir, pour toutes celles qui devront être mises en œuvre à moyen terme.

Il y a un an, à la veille de Copenhague, la mobilisation autour de l'enjeu climatique connaissait une sorte d'apogée orgasmique dans laquelle certains voulurent voir le début d'un mouvement de fond, d'une société

civile qui se lève. 10.000 personnes dans la rue pour le climat, c'était du jamais vu. Mais c'était aussi moins d'un Belge sur 10.000, le résultat d'un appel relayé par une plateforme censée représenter plus d'un million de personnes, un cortège hétéroclite, plus hétérogène que diversifié, où l'on peinait à identifier un discours clair et une revendication commune. Il est vrai qu'entre défenseurs du triton crêté et de l'oreillard roux, scouts catholiques, cyclistes au quotidien et derniers des maoïstes – pour ne citer que quelques groupes présents –, le programme commun apparaît ne pouvoir être que minimaliste... Ce (relatif) succès de foule eut néanmoins l'effet d'un shoot sur un mouvement environnementaliste habitué aux assemblées restreintes. Et le down est à la mesure du high : la question climatique est aujourd'hui retombée dans un semi-anonymat et son écho ne dépasse plus les coulisses des grandes conférences internationales.

Copenhague devait être le début de tout ; ce fut surtout la fin des illusions. On attendait un accord ambitieux et contraignant qui, répétait-on, ne pouvait attendre davantage ; on eut tout juste droit à des déclarations de principe et « la dernière chance » fut reportée sur la Conférence de Cancun dont, un mois avant son ouverture, on nous annonce déjà qu'il ne faut pas trop (voire rien) attendre. L'échéance capitale serait désormais la Conférence suivante, en décembre 2011 en Afrique du Sud. Etonnez-vous après cela qu'un public qui éprouve déjà les pires difficultés à s'appropriier l'enjeu finisse par s'en désintéresser...

Le 28 novembre, à la veille de Cancun, un « rassemblement musical et festif » sera organisé à Bruxelles, les participants étant appelés à « chanter pour le climat » afin que leurs voix – que l'on espère mélodieuses... – retentissent jusqu'aux oreilles de la délégation belge qui portera la position de l'Union européenne au Mexique.

La nature même de cet événement qui se veut « rassemblement » et non « manifestation » me semble tristement révélateur de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la mobilisation, de l'incapacité au sein même des organisations concernées de s'accorder sur le message à porter, les demandes à formuler. Alors, on ne manifeste pas mais on se rassemble ; on ne revendique pas, on « chante pour le climat » ; on dénonce un mal mais sans citer sa cause ; on appelle à « Act now » mais en évitant de préciser la nature de ces actes ; on demande moins 30% de gaz à effet de serre en 2020 et moins 80% en 2050 en s'abstenant de mentionner ce que cela implique, en feignant de croire que ce sera facile, indolore et même agréable. L'enjeu est censé être vital mais il n'y a ni peur, ni colère, ni sentiment d'urgence... On en revient alors au constat sur le caractère trop diffus de la menace empêchant une réaction à la mesure de la situation. Et ce qui est vrai pour les citoyens lambdas l'est également pour les politiques.

Il est aisé de reporter sur les décideurs la responsabilité de l'immobilisme et de l'échec mais interrogeons-nous lucidement sur l'audience électorale d'un parti dont le programme porterait des mesures à la hauteur de

l'enjeu climatique. Ce n'est pas bien compliqué, certaines formations « de rupture » n'en sont pas très éloignées. Le résultat se situe, selon les pays, entre 0,5 et 5%... Certaines choses ne se font pas simplement parce qu'il n'y a pas de volonté populaire forte pour qu'elles se fassent. Et même s'il est censé avoir une vision prospective, préparer l'avenir autant que gérer le présent, le politique répond avant tout aux signaux que lui envoient les électeurs. Le pouvoir de changer les choses, le peuple l'a et c'est lui qui, pour des raisons qu'il serait bien trop long d'évoquer ici, ne veut pas de ces changements.

Un jour, pourtant, les conséquences de l'inaction seront bien là et nous devons les assumer. Il ne s'agira plus de savoir si nous sommes prêts à changer telle ou telle chose ; nous n'aurons d'autre choix que de le faire. Notre mode de vie si longtemps préservé en dépit du bon sens changera alors de facto... sans qu'un certain nombre de dommages irréversibles ne puissent pourtant plus être évités. J'ignore si nos enfants nous accuseront mais il est certain qu'ils auront de quoi nous en vouloir...

[1] Déclaration faite le mardi 3 août lors d'une rencontre avec des habitants de Mokhovoïe, un village proche de Moscou détruit par les flammes.

[2] Propos tenus lors de son arrivée dans la capitale, Islamabad, le dimanche 15 août.

[3] Cité dans « Libération » du 07/09/2010.

[4] « Le Monde », « Libération », sites de France 2, France Inter et suite101.fr